

« Printemps arabe » : un futur indéterminé

Près de trois ans après l'éviction de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie, point de départ de mouvements dans plusieurs pays de la région, les conséquences de ce que l'on a joliment mais improprement appelé le « printemps arabe » restent diverses, incertaines et d'interprétation difficile.

Michel TUBIANA,
président d'honneur
de la LDH

Aujourd'hui, tout se passe comme si les événements liés au « printemps arabe » s'ingéniaient à confirmer ce que l'on imaginait : l'écroulement de régimes figés et népotiques n'entraîne pas, *ipso facto*, un âge d'or démocratique. Si l'on se souvient de la situation antérieure aux révolutions arabes, comment la caractériser ? Des régimes immobiles, s'appuyant sur un appareil sécuritaire hypertrophié et tournant à la succession dynastique dans un environnement socio-économique désastreux et corrompu. Et la géopolitique régionale ajoutait à ce tableau peu reluisant, au gré d'un conflit israélo-palestinien toujours pesant et la confirmation des rivalités violentes entre puissances régionales sous couvert de l'opposition religieuse entre chiïtes et sunnites. L'Union européenne et les Etats-Unis se contentant d'assurer ce qu'ils croyaient être leur « sécurité », celle-ci étant entendue comme la sécurité des approvisionnements pétroliers et de leurs intérêts économiques et, face aux actes de terrorisme et à l'immigration, en soutenant les dictatures pourvu qu'elles satisfassent aux intérêts occidentaux. Le 14 janvier 2011, date de la chute du régime Ben Ali en Tunisie, permettait de rebattre les cartes et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Que s'est-il passé depuis, et quels enseignements peut-on tirer de presque trois ans qui viennent de s'écouler ? Sans examiner chaque pays concerné, et en restant très prudent au regard d'une situation qui évolue presque chaque jour,

il semble que l'on peut distinguer quelques lignes de force.

L'irruption de la liberté : tant les images que les mots et les vecteurs de communication employés, notamment les réseaux sociaux, montrent que s'est alors manifestée une formidable aspiration à la liberté, à l'éclatement des interdits et à la réappropriation d'une parole jusqu'alors confisquée.

Après la liberté, le temps des divisions

La participation des femmes, voilées ou non, est un autre fait marquant d'un processus qui ne s'embarrassait pas de théorie mais qui, un peu comme monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, expérimentait la liberté au travers de la révolte contre le carcan d'interdits dressé par les régimes en place. Beau démenti infligé à ceux qui, en Europe ou ailleurs, tentaient de faire croire que les espoirs des habitants de la rive Sud et Est de la méditerranée étaient différents. Quoi qu'il en soit de l'avenir, et même du présent, à en juger les atteintes à la liberté d'expression survenues dans plusieurs pays, il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de revenir à la situation antérieure. Il y a là un acquis d'autant plus fort qu'il ne relève pas d'une simple option politique ou d'un choix individuel, mais d'une revendication inscrite dans les collectivités elles-mêmes.

La répression du mouvement démocratique a laissé le champ libre aux mouvements islamistes, eux-mêmes sévèrement réprimés mais qui avaient pu maintenir des

structures, notamment au travers de l'assistance sociale qu'ils prodiguaient. D'où des résultats aux premières élections libres, qui ont donné aux différents partis islamistes la première place face à un mouvement démocratique renaissant mais aussi divisé. Encore convient-il de pondérer le propos. Si, en Egypte, un raz-de-marée eut lieu aux premières élections, le parti islamiste tunisien ne réussit pas à obtenir une majorité à lui seul, l'obligeant à passer des alliances. En Lybie, pays où le mot « Etat » a plus de sens que de réalité, ce sont les listes dites « libérales » qui sont arrivées en tête des premières élections. De plus si le mouvement démocratique est divisé, il n'est pas possible d'évoquer un bloc islamiste uni. Là encore, les divisions ont fait leur œuvre : soit en raison d'une radicalisation des différentes composantes, soit en raison des parrains régionaux de ces partis, eux-mêmes divisés entre les chiïtes et les sunnites, mais aussi au sein même de ces différentes branches de l'islam.

Une situation instable et complexe

Ce qui a certainement le moins changé depuis janvier 2013, c'est bien l'attitude des Occidentaux et la situation géopolitique. Si des négociations ont repris entre Palestiniens et Israéliens, la colonisation ne s'est pas arrêtée, et ce que l'on sait des discussions en cours ne rend pas optimiste. Les rapports de force géopolitiques n'ont pas été bouleversés, ils ont simplement trouvé à s'exprimer de manière plus ouverte, y compris militaire. Tel soutiendra le



Egypte



Syrie



Libye



Tunisie

Il y a, dans les événements liés au « printemps arabe », un acquis d'autant plus fort qu'il ne relève pas d'une simple option politique ou d'un choix individuel, mais d'une revendication inscrite dans les collectivités elles-mêmes.

Président syrien, tel autre une partie de l'opposition syrienne tandis que l'Egypte des militaires ou des Frères musulmans louvoiera au gré de ses intérêts financiers. Le monde occidental, même s'il peut exister des nuances, continue à ne percevoir qu'à court terme l'évolution de la région, et selon sa définition de ses intérêts. Acclimater la démocratie, inculturer les droits de l'Homme, donc investir sur le long terme, ne sont que des préoccupations de façade.

Ce qui s'est, en revanche, considérablement dégradé depuis janvier 2013, c'est la situation socio-économique des pays en transition. Le tourisme, ressource vitale pour au moins deux d'entre eux, est en chute libre. Les investissements productifs, notamment ceux provenant de l'hypothétique Union pour la Méditerranée, ne sont pas là, tandis que les lois d'airain de la globalisation continuent à frapper de plein fouet les productions et la main d'œuvre locales. Ce n'est pas le moins important à l'échelle des générations à venir : la faiblesse des services publics d'éducation fait peser sur toute la région le risque d'un décalage de plus en plus important avec le reste du monde, et hypothèque son développement.

Quant aux processus de transition eux-mêmes, ils présentent certes des caractéristiques extraordinairement diverses, mais aussi des traits communs. Quel est, en effet, le point commun entre la guerre sans fin qui sévit en Syrie et l'immobilisme qui fait de l'Algérie le lieu d'un grand silence ? Les deux régimes qui les contrôlent sont aux mains d'une famille ou de clans, ou aucune expression n'est possible sans affrontement. L'Algérie n'est pas en guerre, et le souvenir de la « sale guerre » y est

« Le monde occidental, même s'il peut exister des nuances, continue à ne percevoir qu'à court terme l'évolution de la région, et selon sa définition de ses intérêts. Acclimater la démocratie, inculturer les droits de l'Homme, donc investir sur le long terme, ne sont que des préoccupations de façade. »

sans doute pour beaucoup. Mais comment ne pas penser que les 50 % de chômeurs dans la jeunesse, l'étalage sans vergogne de la corruption, l'absence de tout mécanisme démocratique et le silence exigé sur les années passées resteront encore longtemps sans conséquences ?

L'avenir des partis islamiques en question

Entre ces deux extrêmes apparents, les deux années passées ont vu se concrétiser l'inévitable affrontement entre les partis islamistes et les forces démocratiques. Après leurs premiers succès électoraux, les partis islamistes n'ont pas su dominer leur victoire. Le voulaient-ils, d'ailleurs ?

Accaparant les rouages de l'Etat, redéfinissant les institutions dans leur seul intérêt, n'hésitant pas à recourir à la violence ouverte ou dissimulée contre leurs adversaires politiques, les partis islamistes ont très vite vu s'écrouler un soutien populaire dont ils avaient pourtant largement bénéficié. Après avoir enregistré un succès électoral massif, Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, ne sera élu qu'à une très faible majorité Président de l'Egypte. Ce qui lui donnait encore moins de légitimité à pratiquer le putsch constitutionnel par lequel il s'est arrogé tous les pouvoirs. Incapables d'aller au-delà de leur cercle d'influence, les partis islamistes se sont heurtés violemment aux difficultés socio-économiques, qui étaient et sont encore la principale préoccupation des peuples. Ceci explique comment l'armée égyptienne a pu reconquérir un pouvoir qui lui avait, partiellement, échappé, tout en réglant ses comptes avec l'ennemi de toujours que sont les Frères musulmans.

Est-ce à dire que cette question-là est réglée, et qu'il n'y a plus à craindre une emprise religieuse sur les appareils d'Etat ? D'une part, les mêmes causes produisant les mêmes effets, si

Si la dégradation des conditions socio-économiques se poursuit, si l'instabilité institutionnelle se maintient, rien n'empêche les électeurs de revenir vers les partis religieux. Par ailleurs, même désavoués et réprimés, les partis islamistes n'ont pas disparu de la scène politique...

la dégradation des conditions socio-économiques se poursuit, si l'instabilité institutionnelle se maintient, rien n'empêche les électeurs de revenir vers les partis religieux. D'autre part, même désavoués et réprimés, les partis islamistes n'ont pas disparu de la scène politique. Et sous peine de recommencer les errements antérieurs, on ne saurait prétendre à leur élimination. Ceci ne veut pas dire, bien entendu, qu'il ne soit pas nécessaire d'assurer le maintien d'un ordre en voie de transition démocratique. Ceci veut dire que cela doit se faire dans la perspective d'une construction d'une société politique qui les accueillera au même titre que d'autres familles politiques, dès lors, et cela en est une condition préalable, que les voies et les formes du débat démocratique sont pleinement respectées. La succession de coups d'Etat, qu'ils proviennent des Frères musulmans ou des militaires, même revêtus d'une forte légitimité populaire, ne constitue pas la garantie d'une transition vers la démocratie. La résolution de ce conflit entre partis religieux et mouvement démocratique réside avant toute chose dans la construction de mécanismes démocratiques.

La démocratie n'est pas sans risque

Un des sujets d'inquiétude que l'on peut avoir quant à la construction de ces mécanismes démocratiques, c'est bien l'incapacité à traiter du passé dans le cadre d'un processus de justice transitionnelle. Les appareils judiciaires souffrent de l'absence de moyens en personnel et en matériel et ne sont pas encore sortis de leur culture de soumission, que ce soit à l'égard du pouvoir politique ou de telles ou telles forces politiques religieuses. Le spectacle affligeant que donnent les procès faits à d'anciens dirigeants, avec une rapidité qui laisse à penser qu'en

réalité ils ne devraient pas avoir lieu, est un véritable handicap pour toute transition démocratique. Donnant l'impression tantôt d'une justice aux ordres du pouvoir politique, tantôt d'une justice ignorante des victimes, les appareils judiciaires des pays en voie de transition ne sont pas en mesure de remplir leur tâche, accroissant ainsi l'absence de confiance dans l'Etat lui-même.

Au terme de ce qui ne pouvait être qu'un bref survol de la situation – et on regrettera de ne pas avoir abordé le sort de pays qui ont entamé de profondes réformes constitutionnelles, comme le Maroc (même si l'ambiguïté des institutions marocaines et le décalage entre les principes annoncés et la réalité prêtent à discussion) –, on voit bien que certains s'autoriseront d'un futur indéterminé pour s'interroger sur la pertinence des changements intervenus.

La situation dramatique que connaît la Syrie, où les morts s'amoncellent, où les intérêts des uns empêchent toute intervention humanitaire quand les autres, satisfaits de soutenir une rébellion contre une dictature, en profitent pour fermer leurs frontières aux réfugiés, entraînant trafics et noyades, renvoie au même questionnement.

A cela, il faut répondre avec force que rien n'aurait été pire que l'immobilisme antérieur. Qui peut prétendre que la démocratie est un système sans risque ? Ce qui a changé, c'est à la fois que les hommes et les femmes de cette région ont acquis la conviction que leur liberté est un droit, et qu'ils ne peuvent en être déposés, mais aussi que la démocratie est un risque, le seul qui permette d'être libre.

C'est là, et uniquement là que l'Europe est légitime à intervenir sous la forme d'une aide destinée non pas à dresser des murs pour éviter une improbable invasion, mais pour appuyer les transformations démocratiques. ●